

METTRE FIN AU CONTINUUM DES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES



AVEC DES FAITS, DES RÉCITS ET DES CAMPAGNES

UNE PUBLICATION DU LOBBY EUROPÉEN DES FEMMES



Malgré les progrès des dernières décennies pour l'égalité entre les femmes et les hommes, il n'y a pas un seul pays au monde où les femmes et les filles sont exemptes de violence masculine, et il n'y a pas un seul domaine dans la vie de toute femme où elle n'est pas exposée à la menace ou à la réalité des actes de violence masculine. Une femme sur trois dans l'UE, soit 63 millions de femmes, a connu la violence physique et/ou sexuelle à partir de l'âge de 15 ans.

La violence masculine contre les femmes ne connaît aucune frontière géographique, aucun âge limite, aucune classe, race ou distinction culturelle. Elle est manifestée dans des formes multiples et concerne une large variété d'auteurs depuis des partenaires intimes et membres de la famille, collègues de travail et connaissances, jusqu'aux étrangers et auteurs institutionnels tels que des policiers, des professionnels de santé, des enseignants et des militaires. Tous les types de violence masculine contre les femmes sont liés et forment un continuum de violence, tel que conceptualisé par la Professeure Liz Kelly en 1988, et qui prend des formes très diverses, depuis des violations évidentes des droits des femmes à des formes subtiles et tordues de contrôle sur les vies, les corps et la sexualité des femmes.

La violence masculine contre les femmes est clairement liée à une culture sexiste de nos sociétés, jointe à des types de violences indirectes contre les femmes telles que leur pauvreté, leur dépendance économique, l'inégalité dans les salaires et dans les retraites, leur participation inégale dans la vie politique et le manque de démocratie paritaire, leur accès inégal aux services publics et aux biens communs (comprenant la santé, l'éducation, la culture, les transports, le logement, les médias, etc.), les stéréotypes sexistes dans les médias, etc. Toutes les formes de violence à l'encontre des femmes visent à les faire taire et à les maintenir dans une place subordonnée.

C'est pourquoi mettre fin à la violence masculine à l'encontre les femmes et les filles est une condition préalable pour atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ! Il est temps d'écouter les voix des victimes et des survivantes et d'en finir avec l'impunité persistente en traduisant en justice tous les violents, dans toute l'Europe ! Mettre fin à tous les types de violence contre les femmes et les filles doit être intrinsèquement lié à l'engagement pris par l'Union Européenne (UE) et par tous ses Etats membres pour atteindre l'égalité de genre et pour promouvoir les droits des femmes ; une valeur fondamentale et fondatrice de l'UE, comme le déclare l'Article 2 du Traité de l'Union Européenne et la Charte des Droits Fondamentaux de l'UE.

Toute action pour en finir avec la violence masculine contre les femmes, à tous les niveaux, doit consister à avoir un cadre politique global qui aborde les violences masculines directement et qui intègre ce problème et son impact à travers tous les domaines politiques.

"LE MÉCANISME DES VIOLENCES EST CE QUI DÉTRUIT LES FEMMES, CONTRÔLE LES FEMMES, DIMINUE LES FEMMES ET MAINTIENT LES FEMMES À LEUR SOI-DISANT 'PLACE'."

EVE ENSLER, FONDATRICE DE V-DAY

Les violences contre les femmes et les filles est un problème européen. Il exige une réponse politique européenne :

- ⇒ La reconnaissance, par l'UE et tous ses Etats membres, de toutes les formes de violence masculine contre les femmes comme faisant partie du continuum de violences contre les femmes uniquement parce qu'elles sont femmes ;
- ⇒ La ratification et la mise en œuvre de la [Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#) par l'UE ;
- ⇒ La ratification et la mise en œuvre de la [Convention d'Istanbul](#) par tous les Etats membres de l'UE ;
- ⇒ Une stratégie et une directive de l'UE criminalisant toutes les formes de violence masculine contre les femmes et les filles, et fournissant de l'aide et du soutien à toutes les victimes femmes et filles ;
- ⇒ Un-e coordinateur-riche UE pour mettre fin aux violences contre les femmes et les filles sous la houlette du travail de la Commission Européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- ⇒ La consultation systématique et le financement pérenne pour des associations de femmes qui soutiennent et accompagnent les femmes et les filles victimes et qui développent des campagnes de plaidoirie et de conscientisation aux niveaux Européen, national et local.

Le contenu de cette fiche descriptive est fondé sur la contribution des expertes de l'Observatoire des violences à l'encontre des femmes du Lobby Européen des Femmes (LEF). C'est une structure unique établie il y a 20 ans pour réunir 35 femmes d'ONGs de première ligne, du monde universitaire, des organisations de femmes, travaillant toutes aux niveaux national et européen pour mettre fin aux violences masculines à l'encontre des femmes et des filles. L'Observatoire du LEF sur les violences contre les femmes soutient le travail de plaidoirie des membres du Lobby Européen des Femmes à travers l'Europe.

Vous trouverez ici des données, des campagnes et des récits qui illustrent la réalité des violences contre les femmes et les filles en Europe aujourd'hui. Il y a beaucoup plus d'exemples inspirants d'actions pour en finir avec les violences contre les femmes et les filles, qui n'ont pas pu être tous inclus ici. Pour en savoir davantage, contactez et agissez avec d'autres organisations membres du LEF.

www.womenlobby.org

Facebook: [European Women's Lobby](#)

Twitter: [@EuropeanWomen](#)

VIOLENCES MASCULINES DANS LA FAMILLE ET CHEZ LES PARTENAIRE

95%

de tous les actes de violence dans le foyer sont faits par des hommes contre des femmes.

43%

de toutes les femmes de l'UE ont connu la violence psychologique par un partenaire à partir de l'âge de 15 ans.

50

femmes en Europe sont assassinées chaque semaine par un partenaire ou un ex-partenaire.

- Les études estiment que **30%** des femmes migrantes non informées de leurs droits ont été victimes de violences domestiques pendant les 12 derniers mois en Europe.

- Les femmes handicapées ont **40%** de risques d'être davantage victimes de violences domestiques que les femmes valides.

- **1** femme sur **4** de plus de 60 ans en Europe a connu des abus ou des violences dans les 12 derniers mois.

- **5** femmes sur **6** en Autriche ne signalent pas les actes les plus sévères de violence domestique ni à la police ni à un autre service de maintien de l'ordre.



« Le bien rompt avec le mal : pour moi c'est le sens de l'abri des femmes Orange House aux Pays Bas », dit Mimi. Pendant beaucoup d'années, Mimi vivait une relation abusive dans laquelle elle était sévèrement battue et humiliée par son mari. Le point de rupture qui l'a décidée à quitter son mari fut quand son fils aîné lui a dit : « Maman, tu es si fatiguée. Tu as toujours pensé aux autres, maintenant tu dois penser à toi... ». Elle est partie avec ses enfants pour ne plus jamais retourner. Son séjour dans l'abri pour femmes et les conseils qu'elle et ses enfants y ont reçus l'ont motivée et lui ont donnée des forces à la fois pour parler à son ex-mari au bout de quelque temps et ainsi s'affirmer. « J'étais une autre personne quand j'étais chez moi. Maintenant je suis de nouveau la Mimi que j'ai toujours été. Je suis libre. Je suis revenue. Mimi est de retour. »

Campagne IC Change, "je vois le changement" (RU) veut donner de la visibilité à la réalité des violences masculines contre les femmes et les filles au Royaume Uni, y compris la violence des partenaires intimes. Spécifiquement, la campagne vise à étendre la sensibilisation et à assurer que le gouvernement donne suite à son engagement pour traduire la Convention d'Istanbul dans la loi britannique. La campagne est menée par un groupe de base composé entièrement de volontaires et soutenu par beaucoup d'associations de femmes à travers le Royaume Uni (Angleterre, Irlande du Nord, Ecosse et Pays de Galles). Une stratégie de plaidoirie très réussie a conduit à l'adoption d'une loi qui exige que le gouvernement du RU installe un échéancier pour la ratification de la Convention d'Istanbul.

Pour plus d'informations : <https://icchange.co.uk/2017/04/28/iclaw/>

Dans le contexte d'une campagne plus large au RU, la **Coalition pour mettre fin aux Violences contre les Femmes** (EVAW) a dirigé la campagne « Des Services pour Protéger les Femmes » qui souligne pour les femmes violentées le droit aux services de soutien spécialisés, essentiels pour aider les femmes et les filles à fuir la violence et à reconstruire leurs vies. Alors que de plus en plus de survivantes à travers le RU cherchent du soutien, les femmes et les filles qui ne trouvent pas toujours des services spécialisés qui manquent faute de financements préjudiciables à leur création et à leur pérennité.

Pour plus d'informations : <http://www.endviolenceagainstwomen.org.uk/>



VIOLENCE SEXUELLE ET ABUS SEXUEL



Chaque seconde une femme de l'UE a subi du harcèlement sexuel à partir de l'âge de 15 ans.



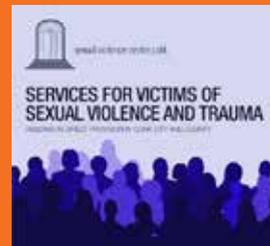
En Suède, **4** femmes sur **5** ont vécu du harcèlement sexuel depuis l'âge 15 ans.

Toutes les **7** minutes, une femme est violée en France. C'est **205** viols par jour.



Dovilė Masalskiene, experte lituanienne de l'Observatoire du LEF, et aussi du Centre d'information des problèmes de Femmes, raconte : « En Lituanie, la violence sexuelle des partenaires intimes est un tabou et, dans la majorité des cas, n'est pas considérée comme une violence, plutôt comme un devoir de l'épouse. Lorsqu'un cas de violence domestique est déclaré, on peut tenir compte de la violence physique mais non de la violence sexuelle. Les victimes de viol sont encore blâmées et c'est pourquoi elles ont peur de déclarer des viols aux autorités. Quand les femmes osent porter plainte, elles se trouvent face à une victimisation secondaire au cours du processus judiciaire. Il y a eu des cas où même le juge blâme la victime. »

- **61%** des femmes handicapées en Europe ont subi du harcèlement sexuel depuis l'âge de 15 ans.
- **1** femme sur **10** aux Pays Bas a été violée à un moment de sa vie.
- Presque **1** Maltais sur **2 (47%)** pense que les femmes inventent souvent ou exagèrent des récits d'abus ou de viols.
- Plus de **1** personne sur **2 (55%)** en Roumanie croit que le fait d'avoir des relations sexuelles sans le consentement sexuel peut être justifié dans certaines situations telles que l'ivrognerie ou le port de vêtements trop révélateurs.
- **85%** des femmes âgées de 18 à 24 ans au RU ont connu le harcèlement de rue et **45%** ont vécu cela sous forme d'attouchements non voulus. Des études montrent que lorsqu'elles protestent, les femmes de couleur reçoivent des insultes racistes.



Le **Centre des Violences Sexuelles à Cork** (Irlande) assure un ensemble de services complètes pour soutenir la lutte quotidienne des femmes qui ont été victimes de violence et d'abus sexuels. Récemment, le Centre a organisé une campagne avec une coalition de plus de 70 associations pour améliorer la loi irlandaise sur les infractions sexuelles. La loi fut adoptée en 2017 et elle définit le consentement sexuel pour la première fois, précisant clairement la législation. Grâce au travail de plaidoirie des associations de femmes, organisé par la coalition Eteignez la Lumière Rouge, la nouvelle législation s'attaque aussi à la pornographie infantile, l'inceste, le toilettage sexuel et criminalise l'achat des services sexuels. Plus d'informations : <http://www.sexualviolence.ie>

PROSTITUTION

9 femmes sur **10** victimes de prostitution aimeraient sortir du système prostitutionnel mais ne se sentent pas capables de le faire.



des personnes victimes de prostitution connaissent des Troubles liés au Stress Post-Traumatiques tout autant que les vétérans des guerres et les victimes de torture.



60 à 90% des personnes prostituées ont été victimes d'abus et d'agressions sexuelles dans leur enfance.



Diverses études européennes trouvent qu'entre **60 et 95%** de femmes victimes de prostitution ont subi des viols ou des violences physiques.

- Des femmes issues des minorités vulnérables et discriminées se retrouvent dans la prostitution plus souvent que des membres de la population majoritaire. Par exemple, **98-99%** des personnes prostituées à Zurich sont des citoyennes hongroises, dont **80-85%** sont des femmes Roma.
- En France, le coût humain des personnes prostituées est estimé à **252 à 370** millions d'euros par an.
- En France, les femmes victimes de prostitution ont **12** fois plus de risques de se suicider que le reste de la population.
- **54%** des clients de la prostitution reconnaissent avoir eu un comportement sexuellement agressif envers un partenaire en dehors de la prostitution.



Marie Merklinger a passé trois ans dans la prostitution en Allemagne à cause de son désespoir financier. « Quand j'ai voulu en sortir, les organisations de première ligne m'ont convaincue d'y rester et de développer une meilleure stratégie de marketing pour me vendre ». Cependant, elle a réussi à en sortir en 2011 après avoir trouvé un travail en dehors de la prostitution. Quand elle a perdu cet emploi, accablée et traumatisée, elle est tombée dans un état d'impuissance, de désespoir et de dépression. Elle a cherché de l'aide et quelqu'un avec qui parler mais, à cause de la légalisation reconnaissant le "travail du sexe" en Allemagne, elle n'a trouvé ni structures ni personnes pour l'aider. Dans un pays où la prostitution est considérée comme un véritable 'emploi', le soutien n'existe pas. Elle est maintenant membre de SPACE International, un réseau international de survivantes de la prostitution.

En 2013, 7 organisations de jeunesse françaises se sont réunies pour créer le réseau « **Les Jeunes pour l'abolition de la prostitution** » pour apporter la perspective des jeunes dans le débat public sur la prostitution, pendant qu'une loi sur le modèle nordique était discutée. L'organisation Osez le Féminisme a produit une brève vidéo fiction, intitulée « Prostitution : un travail comme un autre ? » afin de dénoncer la normalisation de la prostitution comme 'une profession du sexe.'. La contribution des jeunes a joué un rôle important pour l'adoption de la loi abolitionniste française en avril 2016, qui prévoit la décriminalisation et l'accompagnement des personnes victimes de prostitution, la criminalisation de toutes les formes de proxénétisme et de maquereillage ainsi que des clients. Elle prévoit aussi des programmes d'éducation sur l'égalité et le respect entre les sexes. Plus d'informations : <http://generationabolition.wordpress.com/>



LA TRAITE DES FEMMES



- Les femmes constituent **85%** des victimes de la traite pour l'exploitation sexuelle et sont exploitées dans la prostitution.
- Il y a probablement **140,000** victimes de traite des femmes en Europe et environ un tiers vient des pays des Balkans.
- Une étude européenne qui a interviewé des femmes victimes de trafic a trouvé que presque toutes (**95%**) ont reporté des violences physiques ou sexuelles dans la situation de traite, alors que trois-quarts des répondantes ont été physiquement blessées et **90%** sexuellement agressées.
- Une étude européenne de 2014 sur la demande pour des services sexuels de femmes et de filles victimes de trafic a trouvé que la motivation principale conduisant à l'achat du sexe était « d'avoir le contrôle ».
- **80%** des femmes nigérianes venues en Italie par bateau dans la première moitié de 2016 étaient victimes de trafic sexuel.
- La traite humaine affecte de façon disproportionnée les minorités et les groupes défavorisés tels que les minorités ethniques, des migrantes, des sans foyers, des membres de la population LGBTQ et des enfants ayant vécu une enfance d'exploitation sexuelle.



Née au Nigeria, Blessing a perdu son père et, comme fille aînée, avec sa mère, elle devait faire vivre ses trois frères plus jeunes. Pendant qu'elle visitait son village d'origine, elle a rencontré une femme qui lui a proposé d'aller en Italie où elle trouverait du travail. Blessing a consenti pour pouvoir aider sa famille. Une fois arrivée à Prato, en Italie, Blessing fut prostituée, puisqu'on lui a dit qu'elle avait contracté une dette de 30.000 euros qu'elle devait rembourser. On a menacé de nuire à sa famille si elle n'obéissait pas. Les autres jeunes femmes prostituées ont amené Blessing avec elles sur la route et lui ont appris ce qu'elle devait faire avec les clients et combien elle devait demander. Un jour, alors que Blessing était seule dans l'appartement où elle logeait, elle s'est évadée et en mendiant de l'argent elle a acheté un billet de train pour aller à Rome où elle a demandé de l'aide à l'association de femmes Cooperative Be Free qui aide et soutient les victimes de traite en Italie.

La nouvelle loi française sur la prostitution et la traite des femmes d'avril 2016, reconnaît la réalité de la traite sexuelle qui amène un nombre énorme de femmes étrangères dans la prostitution. Donc, la loi permet le don d'un permis de résidence temporaire comme mesure de protection pour des victimes étrangères même si elles ne sont pas dans une position de témoigner contre leur réseau de trafiquants ou de proxénètes. Cette provision est le résultat du travail de plaidoirie d'ONGs de première ligne qui voient les réalités de la prostitution et qui soutiennent les victimes et les survivantes dans leur chemin vers une meilleure vie. Initiée par l'organisation de première ligne Mouvement du Nid, la coalition française **Abolition2012**, groupant plus de 60 ONGs engagées à mettre fin aux violences contre les femmes, a joué un rôle clef en apportant les voix des femmes et filles les plus vulnérables à la connaissance du public par un débat ouvert. Plus d'informations : <http://www.abolition2012.fr/>

PORNOGRAPHIE

11 ANS, c'est

l'âge moyen de la première exposition à la pornographie sur Internet, en Europe.



2 femmes sur 3 dans l'industrie du porno souffrent du syndrome de stress post-traumatique dans les mêmes proportions que les vétérans militaires et les victimes de torture.



CHAQUE SECONDE

l'industrie du porno en ligne gagne plus de **2,700 €**

- Les études ont montré que les endroits ayant les taux de diffusion les plus élevés des revues pornographiques ont aussi les taux les **plus élevés de viols**.
- Les hommes qui regardent le porno sont plus aptes à exprimer des attitudes **soutenant les violences à l'encontre des femmes**, ayant un comportement d'agression sexuelle et ils sont plus souvent des clients de la prostitution que d'autres hommes.
- Les recherches ont trouvé que, après avoir été exposés au porno, les hommes disent être moins satisfaits avec l'apparence physique, les performances sexuelles et le niveau d'affection de leur partenaires de la vie courante, et ils expriment un plus grand désir pour du sexe sans implication émotionnelle.



Dans le livre « Pimp State » (Etat de proxénètes) (Kat Banyard, 2016), l'ancienne actrice pornographique Vanessa Belmont parle de son expérience de racisme et de violence dans l'industrie du porno : « ils m'ont dit : vous avez de la chance de ne pas travailler pour les Ghetto Giggers (leur site sur le thème des Noirs) ; nous sommes plus méchants avec les filles noires ». « Quel soulagement ! Ne vous trompez pas ; ils étaient assez abusifs avec moi aussi. Je n'entrerai pas dans le détail mais disons juste qu'après un tournage, je ressemblais à quelqu'un qui avait été salement battue. Heureusement qu'ils ne m'ont pas choisi pour le site Noir, parce que s'ils étaient encore plus méchants avec les filles noires, je ne peux qu'imaginer l'allure que j'aurais eue après cela ! Si cela n'est pas du racisme, je ne sais pas ce qu'est le racisme. »

Parce que la pornographie promeut des stéréotypes dangereux par la façon dont elle dépeint les hommes et les femmes, le Lobby Suédois des Femmes avec ses organisations membres Unizon et Roks ont développé la campagne **Porrfritt** (libre de Porno). La campagne demande une enquête gouvernementale pour examiner les effets nuisibles du porno et elle demande des espaces exempts de porno dans la société, tels que des écoles et des lieux de travail sans pornographie. Des séminaires sur les effets nuisibles de la pornographie étaient organisés et un manifeste fut publié qui souligne la normalisation du porno ; il fournit aussi des propositions d'actions pour une société sans pornographie. Plus d'informations : <http://sverigeskvinnolobby.se/en/>

**PORR
FRITT**

SEXISME DANS LES MÉDIAS, PUBLICITÉ SEXISTE ET CYBERVIOLENCE

En Suède **9** jeunes femmes sur **10** disent que la publicité les a rabaissées à leur apparence ou à leur poids et les a contraintes à vouloir changer quelque chose en elles-mêmes.

24%

Dans l'UE, les femmes ne sont que 24% des personnes dont nous entendons parler ou sur qui nous lisons quelque chose dans les actualités.

- La cyberviolence fait tout autant de mal aux femmes que la violence physique.

- En Europe, **9** millions de filles ont subi une forme de cyberviolence avant l'âge de 15 ans.

- La violence en ligne est particulièrement plus courante à l'intersection du genre et de la jeunesse : presque **1** jeune femme sur **5** en Slovaquie a subi du cyber-harcèlement.

- Seulement **16%** des photos dans les journaux européens montrent des femmes ayant plus de 45 ans.



Des témoignages sur l'abri pour femmes à Sigtuna, Suède : « En avril 2017, trois personnes ont été emprisonnées pour des viols collectifs d'une femme et pour avoir diffusé cette attaque horrible sur Facebook en live. La séquence du viol fut diffusée dans un groupe privé ayant 60.000 membres. Le tribunal suédois a entendu que l'homme poursuivi avait encouragé ses amis et avait « ri » en filmant l'attaque sur son téléphone. Les trois hommes ont tous plaidé non coupables ; deux parmi eux ont déclaré que le sexe était consenti, et ils ont plaidé qu'ils ignoraient que la victime ne voulait pas que ce fut diffusé en ligne. Mais les procureurs ont dit que la femme étaient 'ivre morte' et 'sous l'influence de drogues', une situation que les hommes devaient connaître. Le juge, Nils Palbrant, a dit : « il n'est pas possible pour une personne dans cette situation de consentir. » Les trois hommes ont été condamnés à payer un total de 335.000 kronor (34.500 euros) à la victime en dommages et intérêts. »

La Coalition européenne des femmes contre le sexisme des médias (WECAMS) est une coalition de trois organisations européennes de femmes créées dans le but spécifique de mettre fin au sexisme dans les médias et la publicité : DonneinQuota en Italie, Object dans le Royaume Uni et Les Chiennes de garde en France. Les trois groupes ont lutté contre les représentations sexistes des femmes, **déshumanisantes et objectifiantes** dans leurs propres pays. Cette coalition a été établie pour travailler ensemble en s'attaquant aux représentations sexistes des femmes au niveau européen et, en ce faisant, à encourager les gouvernements à prendre des actions décisives pour adopter des lois sur la façon dont les médias ou la publicité montrent les femmes. La Coalition a lancé une pétition demandant que l'UE renforce ses lois contre le sexisme dans les médias. Plus d'informations : <http://wecams.wordpress.com/>



VIOLATIONS DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE DES FEMMES ET DE LEURS DROITS

- Au 21ème siècle **toutes les européennes ne jouissent pas de leurs pleins droits sexuels et reproductifs**. La santé sexuelle et reproductive des femmes et leurs droits dépendent de la législation du pays dans lequel elles vivent.
- Le droit d'avorter est nié ou limité dans **4** Etats membres de l'UE (Malte, Chypre, Irlande et Pologne) et dans d'autres, elles sont confrontées à des obstacles.
- **17** pays européens exigent encore la stérilisation des personnes transgenres qui cherchent à changer légalement leur genre.
- Des femmes Roma, des femmes handicapées et des personnes transgenres en Europe doivent faire face à la stérilisation forcée, ce qui constitue une violation grave à l'intégrité du corps, la liberté de choix et le droit à l'autodétermination pour sa vie reproductive.
- En Italie, **70%** des gynécologues travaillant dans des hôpitaux publics refusent d'effectuer des avortements sous prétexte d'objection de conscience ; ainsi le libre choix des femmes de poursuivre ou non leur grossesse est nié.
- La gestation pour autrui (GPA) est un commerce international avec des enfants et des femmes qui exploitent les corps de femmes et de leurs organes reproductifs.



Le centre des droits des Romas rappelle les paroles d'une survivante : « Au moment où j'ai vu ce qui s'était passé (la stérilisation), j'ai pensé que c'était parce que j'étais une femme Roma. On nous a dit que les femmes Roma ne devaient pas faire naître des enfants du tout ; je me souviens d'une travailleuse sociale le disant déjà à ma mère quand j'étais une petite fille. Et ce fut tellement injuste parce que ma mère a élevé six de nous, et seule. Elle a travaillé dur toute sa vie ».

Alors que la question des mères porteuses est discutée dans plusieurs pays de l'UE, des organisations féministes construisent des coalitions au niveau national pour conscientiser les gens sur la réalité des mères porteuses et plaident l'interdiction de toutes les formes de cette pratique. La Suède, la France, l'Espagne, et l'Italie parmi d'autres créent des réseaux pour faire entendre les voix des survivantes et les valeurs des droits humains des femmes. Le réseau espagnol **Red Estatal contra el alquiler de vientres** (le réseau national contre la location des ventres) regroupe plus de 60 associations de femmes et des LGBT, elle a manifesté en mai 2017 contre un forum de la maternité de substitution. Plus d'informations : <http://www.noalquilesvientres.com/>

En Pologne en 2016 et 2017, des organisations de femmes ont mené les « **marches noires** », mobilisant des milliers de personnes dans tout le pays vêtues de noir pour montrer leur colère contre un projet de loi qui introduirait une interdiction quasi-totale de l'avortement. Dans toute l'Europe, des organisations de femmes se sont mobilisées en solidarité avec les luttes polonaises pour le respect de leur droit humain fondamental de décider de leur propre vie. Pour soutenir leurs demandes, une pétition et une lettre ouverte étaient lancées au niveau de l'UE appelant les autorités polonaises à promouvoir un nouveau projet de loi qui assurerait aux polonaises ce droit fondamental. Plus d'informations : <https://act.wemove.eu/campaigns/abortion>

MY BODY. MY DECISION.



#CzarnyProtest

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES AU TRAVAIL

- En France, **39%** des infirmières sont souvent exposées à des actes violents.
- Plus de la moitié de toutes les femmes au RU, et presque deux-tiers de celles entre 18 et 24 ans connaissent du harcèlement sexuel au travail.
- **80%** des femmes qui travaillent dans des firmes importantes en France disent être régulièrement confrontées à des attitudes ou décisions sexistes, qui ont un impact sur leur confiance en elles, leur bien-être et leur performance.
- Presque **1** homme interrogé sur **2** en Hongrie pense que toucher une collègue de façon déplacée ou non-désirée ne devrait pas être illégal.
- En Europe, **3** femmes sur **4** dans des postes de direction ont subi du harcèlement sexuel.



Le projet « Safe at Home, Safe at Work "Sécurité à la maison, Sécurité au travail" de la Confédération Européenne des Syndicats a fait le lien au terme de 11 études entre les causes de la violence domestique et la violence au travail et a établi une liste de 10 mesures pour lutter contre la violence sexiste et le harcèlement au travail. Le rapport montre comment les syndicats et/ou les partenaires sociaux ont abordé cette question dans des négociations collectives, conscientisation dans les syndicats, formations et campagnes, et partenariats avec des associations de femmes travaillant pour mettre fin aux violences sexistes. Le rapport signale des bonnes pratiques sur les lieux du travail et montre la valeur ajoutée des actions, des innovations et des négociations des syndicats pour soutenir des victimes et pour créer des lieux de travail exempts des violences et du harcèlement. Il veut aussi sensibiliser davantage de personnes sur le besoin de l'inclusion systématique de la perspective de genre lorsque on a affaire aux violences et au harcèlement au travail, et de faire des recommandations pour des développements de politiques aux niveaux national et européen, aussi bien pour les syndicats et/ou pour l'action du partenariat social et des développements de politiques futures. Plus d'informations :

<http://www.etuc.org/>

VIOLENCES MASCULINES CONTRE DES FEMMES ENGAGÉES AU NOM DE LA TRADITION, DU SOI-DISANT HONNEUR OU DE LA RELIGION

- **51** millions de filles dans le monde entre les âges de 15 et 19 ans sont actuellement mariées.
- Au RU, **12** femmes sont tuées chaque année par des violences commises au nom de traditions ou religions.
- En Europe, **500,000** femmes et filles vivent avec des mutilations génitales féminines (MGF) et encore **180,000** femmes et filles risquent d'y être soumises chaque année.
- **1,428** mariages forcés furent reportés au RU en 2016.
- Une enquête nationale en Suède a montré que **5%** des filles, soit **70,000**, ne pensent pas pouvoir choisir leurs partenaires.
- Il est estimé que **3,780** femmes habitant l'Irlande ont été victimes de MGF.
- **1** femme Romani sur **2** avec un minimum d'éducation a été mariée à l'âge de 16 ans.

Le réseau belge « Mariage et Migration » est une coalition d'environ 15 ONGs travaillant ensemble pour combattre toutes les formes de mariage (forcés, précoces, arrangés, traditionnels, thérapeutiques) qui peuvent priver les femmes et les hommes d'une liberté essentielle : celle de choisir leur partenaire. Elles ont lancé un site Web préventif et d'information sur tous les types de mariage réalisés sous contrainte, et avec un service d'assistance. L'existence du réseau et de sa visibilité soutient la mise en œuvre de la loi belge qui interdit le mariage forcé et fournit un espace sûr où beaucoup de femmes et de filles peuvent être entendues et peuvent chercher de l'aide. Plus d'informations :

<http://www.mariagemigration.org/index.php/fr/>

MON MARIAGE
M'APPARTIENT



VIOLENCES MASCULINES INSTITUTIONNELLES CONTRE LES FEMMES

VIOLENCE CONTRE LES FEMMES DANS LES CONFLITS

- Dans les situations de conflits, les hommes utilisent la violence contre les femmes comme une stratégie ou une arme de guerre, ce qui a pour résultat l'objectivation des femmes comme symboles d'un « territoire conquis ».
 - Dans les situations de conflits comme de post-conflits, les filles et les femmes dans les camps de réfugiés sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et aux violences sexuelles.
 - Beaucoup de réfugiées relatent que dans presque tous les pays qu'elles ont traversé, elles ont été victimes d'abus physiques et d'exploitation économique.
- Seules ou en groupes, elles déclarent avoir subi de graves pressions de la part des passeurs, des agents de sécurité et autres réfugiés pour obtenir des relations sexuelles avec elles.
- **75% d'enfants réfugiés ont vécu des violences et des agressions par des adultes au long de leur routes de migration.**

« Une femme était agressée physiquement par son père dans son pays d'origine parce qu'elle avait épousé un homme d'une religion différente. Son père était officier de police et elle ne pouvait pas se protéger dans son propre pays. Elle a donc décidé de quitter le pays. Elle est arrivée en Macédoine et a demandé l'asile. Sa demande fut refusée par les autorités. Actuellement son cas est présenté devant la cour constitutionnelle, et elle est dans le centre d'asile à Skopje. Pendant le processus décisionnel, elle est logée dans le centre d'asile de Skopje à Vizbegovo. Ce centre est une installation collective où les femmes sont souvent exposées à des violences sexuelles. L'installation n'est pas assez éclairée ; les femmes n'y sont pas en sécurité ; il n'y a qu'un accès limité aux facilités hygiéniques ; l'accès aux soins médicaux est aussi très limité. D'autres femmes se sont plaintes d'avoir été abordées sexuellement par du personnel de police et par des travailleurs sociaux. Néanmoins ces réclamations ne sont jamais entrées en procédure parce que les femmes avaient peur de perdre leur droit à l'asile. » EWL #womensvoices report

FEMMES EN SOINS INSTITUTIONNELS, EN PRISON, DANS DES CENTRES DE RÉTENTION, DANS DES INSTITUTIONS RELIGIEUSES

Des membres du LEF en République Tchèque rapportent la situation des femmes confrontées à la violence obstétricale. « Pendant les soins au cours de l'accouchement en République Tchèque, beaucoup de femmes sont confrontées à des violences obstétricales. Probablement jusqu'à 25.000 femmes par an vivent une coupure périnéale sans aucune justification médicale. Des femmes sont souvent traitées avec des drogues et assujetties à d'autres interventions sans leur consentement informées et librement consenties. La séparation des bébés de leurs mères est encore la norme dans beaucoup de maternités. Les données sur la qualité des soins fournis ne sont pas publiquement disponibles. On nie les compétences des sage-femmes communautaires. Il n'y a pas de centres dirigés par des sage-femmes en République Tchèque. »



De 1991 à 2001, une série de conflits a eu lieu sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Au cours de cette période, des violences ethniques, sexuelles et économiques contre les femmes étaient omniprésentes et le viol était utilisé comme un outil de « nettoyage ethnique ». Ni les procès internationaux, ni les procès locaux ont abordé ces multiples formes de violence contre les femmes et aucun ne s'adressait spécifiquement aux intérêts des victimes. Des organisations de femmes de la région ont institué un Tribunal de femmes pour développer une approche féministe dans la justice. Un événement révolutionnaire, ce tribunal a eu lieu en mai 2015 à Sarajevo, en Bosnie et en Herzégovine, où les femmes ont témoigné publiquement sur leurs expériences de violences ethnique et sexuelle, et sur les dommages militaires et économiques pendant les guerres qui ont frappé la région durant les années 1990. A ce jour il y a eu 7 réunions régionales des témoins et 17 présentations publiques du Tribunal des femmes. D'autres activités comprennent une équipe thérapeutique pour soutenir les femmes, un réseau de solidarité des témoins, une histoire alternative, un film documentaire et un livre publié récemment. Les objectifs futurs sont d'organiser des mini-tribunaux de femmes locaux pour traiter les questions suivantes : la violence/ discrimination fondée sur l'ethnie, des crimes de guerre non traités, des violations des droits des femmes ouvrières, militarisation de l'Etat et ainsi de suite. Plus d'informations : <http://www.zenskisud.org/en/>

- En Europe, les femmes représentent en moyenne **5%** du total de la population carcérale; néanmoins presque 90% ont souffert de violences masculines au cours de leur vie.
- Au RU, plus de **80%** des femmes détenues ont été emprisonnées pour des infractions non violentes, telles que du vol à l'étalage.
- **53%** des femmes détenues au RU ont vécu des abus durant leur enfance.
- **28%** de femmes âgées en Europe ont vécu des violences ou des abus durant les 12 derniers mois.
- Les femmes handicapées vivant dans des institutions sont abusées deux fois plus souvent que celles qui vivent dans leur famille.



VIOLENCE CONTRE LES FEMMES SURVIVANTES ET LES FEMMES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS

Les femmes défenseures des droits humains courent plus de risques d'être victimes de violences et d'autres violations, préjugés, exclusion et répudiation que leurs homologues masculins.

14%

des femmes défenseures des droits humains ont été soumises à des tentatives de meurtres mais ont survécu.

21%

ont été soumises à des agressions sexuelles.

29%

ont reçu des menaces de mort publiquement.

65%

souffrent des problèmes psychologiques tels que l'insomnie et la dépression.

9%

déclarent souffrir des problèmes psychologiques graves y compris des pensées suicidaires.

19%

ont été abusées.

10%

ont été soumises à des violences sexuelles.



Des membres du LEF en Hongrie. « En 2013, le gouvernement hongrois et plusieurs autres parties prenantes étatiques et des médias ont lancé une campagne d'attaque contre un groupe d'ONGs traitant des questions de démocratie et des droits humains, y compris les droits des femmes. Ces ONGs ont été faussement accusées d'être des « sous-fifres de Soros », de « fausses ONGs gauchistes », des « acteurs politiques soudoyés », ou encore « au service d'intérêts étrangers ». En 2014, le Lobby des Femmes Hongroises (HWL) et 3 de ses associations membres étaient incluses dans une liste de 13 ONGs considérées comme problématiques au gouvernement. Le premier ministre a ordonné un audit par un Bureau de Contrôle Gouvernemental ad hoc, visant 55 organisations. En 2015, le HWL fut aussi soumis à un audit des impôts. Les attaques contre des ONGs se sont intensifiées en 2016, lorsque le gouvernement a publié des déclarations controversées et insultantes accusant ces ONGs de soutenir de la contrebande illégale de migrantes. En 2017, un projet de loi « sur la transparence des organisations recevant des fonds de l'étranger » fut soumis au Parlement. Ce projet exige que les ONGs qui reçoivent des financements de l'étranger doivent s'inscrire comme telles aux tribunaux, et de s'étiqueter comme telles dans leurs publications et leurs communications. Quand ce projet sera adopté, les ONGs des droits humains des femmes seront très vraisemblablement affectées par cette législation. »

La campagne de Kvinna till Kvinna Femdefenders, souligne le travail et les récits des femmes qui continuent à défier les structures patriarcales et à lutter pour les droits des femmes et des filles dans le monde, malgré l'hostilité et la violence croissantes contre les défenseures des droits humains des femmes. Lors de la Journée des Défenseurs des Droits Humains 2015, Kvinna till Kvinna a lancé un Rapport dans lequel 128 jeunes femmes défenseures des droits humains des femmes ont répondu à des questions sur leurs expériences de menaces et de violences, le nationalisme, leur capacité d'influencer la société et les stratégies qu'elles utilisent pour se faire entendre. Plus d'informations : www.kvinnatillkvinna.se

Cette publication a été produite avec le soutien financier des Droits, Égalité et Citoyenneté (REC), programme de la Commission Européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du Lobby Européen des Femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues de la Commission Européenne.



Ce projet bénéficie du soutien du Ministère des Affaires Étrangères de Finlande.



Projet conjoint avec le Conseil de l'Europe. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité du Lobby Européen des Femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant les vues du Conseil de l'Europe.

